Document generated on 10/12/2024 6:13 a.m.

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

Éducation populaire et pédagogie militante
Popular Education and Militant Pedagogy
Educación popular y pedagogía militante

Colette Humbert and Jean Merlo

Number 3 (43), Spring 1980

Formation et éducation populaire

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1034983ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1034983ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)
2369-6400 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Humbert, C. & Merlo, J. (1980). Éducation populaire et pédagogie militante. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (3), 17–23. https://doi.org/10.7202/1034983ar

Article abstract

All popular education is not automatically liberating and does not necessarily increase the consciousness of the oppressed.

The conditions necessary to reach such an objective are:

- To more carefully define what we mean by the "oppressed masses" in economic, political, cultural and ideological terms in order to be able to clarify the content and method of a truly liberating educational process. This process must be based on a new social knowledge that springs from the daily life of the masses but at the same time in close interaction with what is happenig nationally and internationally.
- to clarify the type of militants that will become the new leaders of popular education. The relations with their organizations and the masses must be scrutinized.
- to encourage confrontation and criticism amongst the various organisations that are presently engaged in militant pedagogy in order to examine our ideological frameworks, our longterm strategies and the modalities of our actions. In this way, we can hope to become more effective in our attemps to build an "authentic popular education".

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Éducation populaire et pédagogie militante

C. Humbert, J. Merlo

Toute éducation populaire n'est pas *ipso facto* libératrice des masses dominées et ne concourt pas à leur conscientisation. Trop souvent, au contraire,on constate qu'il s'agit — objectivement, et malgré la « bonne volonté » des éducateurs — d'une aggravation de leur dépendance, d'une domestication qui les rend finalement plus exploitables. Pour que l'éducation populaire, quelles que soient ses médiations, soit libératrice et conscientisante, les conditions principales qui nous sont apparues dans notre pratique de formateurs de militants concernent : l'une le type d'éducation populaire à promouvoir, la seconde, le type de militants capables de la mettre en oeuvre, la troisième, la confrontation des collectifs de pédagogie militante.

Ce sont ces conditions que nous allons tenter de clarifier.

QUELLE ÉDUCATION POPULAIRE ?

Les masses populaires

Avant d'essayer de définir l'éducation populaire, il est indispensable de clarifier ce qu'on appelle « les masses populaires ». En effet, cette expression fort peu précise est extensible ou restrictive selon les organisations, mouvements ou institutions qui l'emploient, selon les ères géo-culturelles, selon le développement des forces productives, selon le rôle que jouent les divers continents ou pays dans la division internationale du travail. Pour essayer de les cerner, nous proposons des critères économiques, politiques et idéologico-culturels.

Au niveau économique : les masses populaires sont composées de catégories socio-professionnelles qui font partie de classes sociales définies à partir de leur place dans le procès de production et d'échanges, ainsi que de leur participation ou non à la plus-value qu'elles produisent directement ou indirectement. Pour ce faire, l'analyse d'une formation sociale —située et datée — permettra de repérer les classes sociales exploitées qui, dans tous les pays en voie de développement en tout cas, constituent la majorité de la population. Il s'agit des chômeurs, semi-chômeurs, salariés de l'industrie ou de l'agriculture, salariés non-cadres des services privés ou publics, artisans, paysans en faire-valoir direct, commerçants propriétaires de leur magasin mais n'employant pas de salariés.

Partout, ces masses populaires ont des conditions d'existence économiques difficiles et précaires. Dans ce qu'il est convenu d'appeler le Tiers-Monde, il faut parler de pauvreté extrême et de misère dont la cause principale est une double exploitation économique : une première exercée par les classes dominantes des pays hautement industrialisés ou « Centre », une seconde par les classes dominantes de leur propre pays ou « Périphérie ».

Dévoiler les structures d'exploitation, aider à les

comprendre, à les analyser constituera une part indispensable de la formation des « masses populaires ».

Au niveau politique : les masses populaires se repèrent par leurs capacités ou possibilités de s'organiser pour la défense ou la lutte, ce qui est à la fois le signe concret de leur conscience politique et le lieu où celle-ci se développe en conscience de classe dans une pratique de libération des dominations.

Dans certains pays, toute activité politique est interdite aux masses populaires. Dans d'autres, c'est le régime du parti unique auquel ces masses sont contraintes de participer. De plus en plus rares sont les pays où les libertés démocratiques sont vraiment respectées. C'est pourquoi la volonté politique des masses populaires, l'expression politique de leurs intérêts objectifs sont généralement refoulées, déviée ou combattues, en même temps que difficiles à localiser parce que prises en charge — dans les meilleurs des cas — par de petits groupes ou organisations minoritaires condamnées à des actions ponctuelles, à la semi-clandestinité, parfois même au bannissement. Mais presque partout également, cette volonté politique des masses populaires est catalysée, articulée, exprimée par des leaders « intellectuels » (au sens de Gramsci) ayant fait une option de solidarité avec les classes exploitées, sans en faire partie au niveau économique.

La volonté politique des masses populaires, les organisations où elle peut — ou devrait —s'exprimer et se traduire en engagements militants ne peuvent être que de contestation du système politique qui s'efforce de les maintenir dans l'exploitation économique où elles se trouvent. La dynamique qui est à la fois dénonciation/projet s'inscrira de façon décisive dans ce que nous appellerons une pédagogie militante.

Au niveau idéologico-culturel : la définition des masses populaires est ici plus délicate. Qu'entend-on par idéologie et culture populaires ? À quels types de mentalités et de comportements fait-on référence ? Il n'est pas possible d'en rester à l'observation empirique qui, la plupart du temps, dénonce des attitudes de passivité, de fatalisme, de résignation. Une analyse un peu sérieuse repèrera vite que ces attitudes sont les effets historiques et actuels de l'idéologie dominante qui a imposé ou induit, par l'école, les mass média, etc., son système de valeurs, ses justifications éthiques ou religieuses, ses critères de « réussite sociale », son modèle culturel. Ainsi, les masses populaires ne sont-elles pas seulement aliénées des fruits de leur travail mais encore « rendues étrangères » à elles-mêmes, avec généralement pour effets leur auto-dépréciation et leur auto-culpabilisation. Plongées dans ce qu'on a appelé « la culture du silence », elles n'ont plus de parole propre sur elles-mêmes, plus de langage autre que celui du système établi. Il y a donc un lien évident entre l'idéologie dominante et l'aliénation des masses populaires.

Par l'idéologie dominante, les classes exploiteuses et détentrices du pouvoir tentent de convaincre les masses populaires que l'ordre établi est, dans son fond, conforme à la nature de l'homme et à l'histoire, qu'il n'y a donc qu'à s'y soumettre. Toutefois, cette soumission au non-avoir, au non-pouvoir et au non-savoir risquant à tout moment de se transformer en révolte, l'idéologie dominante offre également aux masses des évasions, des compensations illusoires qui, au bout du compte, tuent leur imaginaire, leur créativité, et neutralisent ou démobilisent leur mémoire et leur volonté collectives.

L'idéologie dominante, comme les classes dominantes dont elle est le « message », a des sources antérieures au système capitaliste. L'aliénation et l'asservissement des mentalités populaires sont séculaires et ont imprégné leur héritage culturel dans une très large mesure.

Il est clair que l'aliénation des classes dominées est un obstacle sérieux à l'analyse de leur propre situation d'exploitation économique et de domination politique. La lutte n'est donc pas seulement à mener contre les facteurs externes d'oppression, mais aussi contre les facteurs internes qui les rendent souvent, en quelque sorte, complices inconscients de leur situation de dépendance. Toutefois, en tous temps et partout, on a pu voir des groupes, des courants, des espaces socio-culturels résistant à l'idéologie dominante. Ils ont élaboré leurs lieux et modalités d'expression : chants, cultes, danses, etc., qui n'étaient pas seulement référence à un passé de lutte, mais aussi signe d'un avenir possible.

Pour que cet avenir devienne une réalité historique, l'émergence, le renforcement et la clarifi-

cation d'une idéologie populaire de libération sont nécessaires : c'est une déterminante de l'éducation dont nous allons essayer de présenter rapidement le contenu et la méthode.

Contenu et méthode d'une éducation libératrice

Ce que nous avons souligné en analysant brièvement les trois critères qui permettent de cerner les masses populaires, annonce le contenu et la méthode concernant, d'une part, la formation de ces masses et, d'autre part, celle des groupes militants qui se sont engagés avec elles dans une éducation libératrice.

En terme de contenu, la formation des masses populaires exige que l'on parte de leur vécu, de leurs conditions économiques, politiques, culturelles donc des problèmes qu'elles expriment à ces divers niveaux de façon embryonnaire, en terme de « ressenti » ou sous forme de cri. Il s'agira d'un autre type de savoir social qui s'élaborera dans l'action et l'organisation et qui, à partir de la perception des phénomènes, permettra de dévoiler les mécanismes, les systèmes, les structures d'oppression. Ce nouveau savoir social exigera qu'on aide les populations dominées à ne pas se limiter à ce qui se vit localement mais à chercher comment le local est affecté par ce qui se passe à l'échelle nationale ou internationale — désenclavement nécessaire qui seul est garant d'une réelle efficacité de l'action. Car c'est bien de cela qu'il s'agit quand on parle d'éducation populaire. Il ne saurait être question d'un acte cognitif pur, mais de permettre aux masses populaires de saisir la réalité pour agir sur elle et la transformer. Apprendre à lire et à écrire sa propre réalité, devenir sujet de l'histoire : c'est ce qu'annonçait déjà en 1960 Paolo Freire par son expérience brésilienne d'alphabétisation-conscientisation.

Pour éclairer notre propos, peut-être serait-il utile de donner quelques éléments de contenu de formation dans le milieu spécifique (micro-réalité) et dans une formation sociale donnée (macro-réalité).

Dans le milieu, il faudra partir des nécessités ressenties par les populations concernées (car le milieu se connaît à travers ses besoins exprimés qu'il faut clarifier), de repérer les conflits aigus ou latents (le milieu se révèle à travers eux), d'identifier les contradictions à prendre en compte pour l'analyse structurelle et conjoncturelle.

Dans la société globale (nationale ou internationale), la visée est de repérer les déterminismes structurels économiques, politiques et idéologico-culturels qui affectent les conditions d'existence des masses populaires.

Étude et formation socio-économique

Pour chacune des catégories socio-professionnelles regroupées dans les classes populaires, les nécessités exprimées le sont en termes de travail (chômage, nature du travail, lieux du travail, formation, promotion, etc.), de salaires et de revenus (évolution du pouvoir d'achat, pourcentage de l'aide sociale, etc.), en termes de consommation et de modes de vie (types d'habitat, d'alimentation, d'habillement, d'hygiène/santé, de loisirs, etc.). Après avoir identifié les conflits d'intérêts de ces classes et groupes sociaux face aux autres, ainsi que les organismes de revendication, on tentera de dégager les deux ou trois plus importants types d'exploitation économique spécifiques au milieu. Les débats conscientisants devront introduire les populations à l'analyse structurelle et conjoncturelle à un niveau plus large et l'amener à poser quelques actes significatifs dans le champ du ou des conflits d'intérêts explicites.

Étude et formation politique

Chacun des groupes formels ou informels du milieu (des amicales aux cellules de base, en passant par des associations) s'exprimera sur ses possibilités ou non de prise de parole collective, sur sa participation ou non aux décisions prises par ou pour le milieu, sur le degré de maîtrise de son devenir collectif. Ensuite, selon la même démarche que précédemment, on identifiera avec les gens les conflits de pouvoirs et les rapports de force entre ces groupes eux-mêmes, entre les unités de base et leurs instances nationales ou régionales, entre les pouvoirs officiels agissant dans le milieu, entre ces groupes et les pouvoirs officiels. Enfin on identifiera les deux ou trois plus importants types de domination et de dépendance.

Étude et formation idéologique

Il est difficile de cerner les « idéologies » endogènes et exogènes, officielles ou alternatives en présence dans le milieu comme dans les masses populaires au niveau national, et d'identifier les organismes ou groupes qui les véhiculent, la fonction sociale des appareils d'État et des collectifs proposant des alternatives. Dans ce domaine idéologique, les groupes militants devront être attentifs et critiques à l'égard des explications du vécu fournies par les populations, de même que sur la compréhension par ces dernières des mécanismes sociaux historiques qui déterminent leur situation, leurs motifs d'espérance, les modalités de l'affirmation de leur identité propre.

En ce qui concerne les conflits latents ou aigus, il sera important de les situer entre les idéologies dominantes et les contre-idéologies, entre les idéologies centralisées et les idéologies « régionnalisées », entre les idéologies de classes et celles des secteurs verticaux (traversant plusieurs classes sociales telles que l'armée, des ethnies ou des religions spécifiques, etc...), entre les hypothèses d'explication rationnelle et les références irrationnelles, d'ordre mythique par exemple. Là encore, on procèdera au repérage des deux ou trois plus importants éléments d'aliénation et d'oppression idéologiques spécifiques à ce milieu.

En *terme de méthode*, il s'agit d'un processus —jamais linéaire, jamais terminé — de conscientisation dont il faut souligner le caractère dialectique, particulièrement entre les classes populaires et la totalité sociale, entre le sectoriel et la globalité, entre les structures et les mentalités, enfin entre théorie et pratique.

Et c'est ici qu'il nous faut considérer le rôle fondamental des intellectuels dont nous parlions précédemment. En effet, d'une part, ils sont souvent indispensables au passage de la conscience révoltée des masses à la conscience et à la solidarité de classes ; d'autre part, le danger est grand pour eux de vouloir convaincre plutôt que d'aider à la catalysation des forces potentielles du milieu, et de proposer des théories scientifiques sans tenir compte d'autres dimensions — festives et affectives par exemple — nécessaires à la mobilisation et à la créativité populaires.

Le processus de conscientisation que postule une pédagogie libératrice tente d'éviter deux dangers : celui de l'action spontanée, inefficace des masses populaires (révolte et/ou revendication immédiate) qui, dans la presque généralité des cas, risque soit la récupération, soit la répression ; et le double risque de manipulation politique (le groupe « éducateur » crée des troupes qu'il utilise à ses propres fins), d'imposition idéologique (la vérité à croire, la théorie à appliquer !).

La pratique éducative conscientisante suppose que le groupe qui la mène s'interroge sur plusieurs points : tout d'abord, sur sa propre relation au « savoir » car ce n'est pas seulement en « définissant » que l'on sait ; ensuite sur la manière dont ce qu'il apporte de l'extérieur s'articule aux connaissances existentielles, aux expériences du milieu où il intervient ; enfin sur la vérification que les masses populaires doivent faire de leur nouveau savoir social dans une pratique collective, elle-même point de départ d'une nouvelle demande d'acquisition de connaissances et d'éléments de théorie comme hypothèses d'action nouvelle

FORMATION DE FORMATEURS MILITANTS

C'est à eux que s'adresse le projet de formation de l'INODEP[1] qui, en tant qu'instrument pédagogique, n'est pas directement engagé dans l'éducation des masses populaires mais solidaire de leur difficile et douloureux combat pour la libération.

Ce projet de formation, est-il besoin de le souligner, n'a pas été élaboré à partir de nouvelles théories éducatives, ni à partir d'innovations culturelles qui apparaissent ici ou là en Occident. Il s'agit plutôt d'un co-projet, sans cesse en chantier, d'une part enraciné dans la pratique de groupes militants africains, latino-américains, asiatiques, et d'autre part, enrichi, critiqué, élargi, amélioré par la confrontation des analyses, des objectifs des méthodes d'action des collectifs représentés, l'INODEP y compris.

La pédagogie mise en oeuvre est une pédagogie de confrontation, à partir de laquelle l'objectif de toute rencontre-formation n'est pas de proposer un savoir, des réponses, des solutions à transmettre ou à appliquer, mais d'élaborer un questionnement

critique et rigoureux de la « connaissance », des évidences, des théories, des stratégies des groupes militants, pour qu'eux-mêmes progressent dans la découverte de leur réalité d'insertion et l'élaboration des moyens de la transformer.

Quels animateurs d'éducation populaire ?

En ce qui concerne les pays du Tiers-Monde, il s'agit surtout d'animateurs de groupes, mouvements, organisations engagés dans ce que nous appelons le « développement-libération » dont les fruits sont destinés aux classes sociales les plus exploitées, dominées, aliénées. La militance est le commun dénominateur des membres de ces groupes d'action intervenant dans des secteurs divers : alphabétisation, vulgarisation agricole, formation syndicale et politique, etc... ceci aux niveaux local, national ou d'une plus vaste région géo-culturelle.

En ce qui concerne les pays occidentaux, il s'agit surtout — quant à l'expérience de l'INODEP —d'équipes de travailleurs sociaux ayant la même analyse des masses populaires et qui visent à une pratique sociale de transformation impliquant nécessairement des choix politiques, le passage de l'individuel au collectif et le passage de l'aide extérieure ou offre de services mis en place par leurs institutions d'appartenance) à la mobilisation des milieux défavorisés pour leur propre prise en charge à partir de l'identification qu'ils font de leurs besoins.

Quels que soient les contextes, l'analyse au niveau international est la même ainsi que le processus de formation dans l'action ; ce qui diffère, ce sont les situations locales ou nationales, la nature et les modalités d'intervention. Il est donc possible de dégager quelques caractéristiques du profil des éducateurs militants avec lesquels l'INODEP travaille.

Une première constatation s'impose : qu'ils soient exogènes au milieu ou lui appartenant, ces militants ont un contenu socio-politique en avance sur celui des populations concernées. Ayant eux-mêmes bénéficié d'une formation intellectuelle et/ou professionnelle, ils ont accès à une information que n'ont pas, ou sont dans l'incapacité de recevoir, les masses populaires. De plus, ces militants agissent à partir d'une organisation-support ou d'une équipe d'action qui est à la fois le lieu — ou l'un des lieux — d'enracinement de leur militance, ce que toute militance suppose puisqu'on ne saurait être militant individuel de sa propre idée, mais seulement d'un groupe engagé, à partir d'une analyse, dans un projet. Enfin, leur organisation-support est en lien de solidarité avec d'autres de même type, ayant fait la même option de solidarité avec les masses opprimées.

Leurs besoins au niveau de la formation

Ce qui précède a déjà indiqué un grand nombre d'éléments dont ont besoin les masses populaires pour se former et se mobiliser, nous n'y reviendrons pas. Mais nous tenons à souligner que la « prise de conscience » et qu'une plus grande lucidité ne créent pas *ipso facto* des volontés et surtout des actions de changement et que *savoir* n'est pas le seul point de départ suffisant pour agir. Les formateurs doivent prendre ceci en compte à tout instant afin de ne pas se transformer en militants d'un savoir théorique incapable d'être dynamiseur de projets populaires.

Il faut reconnaître que tous les militants ne perçoivent pas de façon aussi claire les enjeux et les présupposés d'une éducation libératrice, même parmi ceux dont l'engagement est principalement pédagogique et qui se donnent comme formateurs ou éducateurs convaincus qu'il ne suffit pas d'expliquer le réel pour le transformer. Beaucoup ont la tendance spontanée de penser l'éducation populaire selon deux axes qui correspondent aux demandes immédiates de masses dominées :

— Trouver des solutions pratiques à des problèmes ponctuels ou sectoriels, le plus souvent dans des domaines concrets du développement économique. Par exemple : ouverture d'ateliers artisanaux pour donner du travail aux chômeurs ou aux femmes, création de coopératives de vente ou d'achat ; organisation de crédits mutuels, etc., toutes initiatives visant à accroître les revenus par une meilleure production, ainsi qu'à améliorer les conditions d'existence par une meilleure utilisation des ressources disponibles sur place. Loin de nous l'idée de minimiser l'importance de tels efforts de formation mais on doit remarquer que ce « développementisme » à la base (ou, dans les sociétés occidentales, la solution à court terme d'un cas social)

ne change rien aux structures sociales d'exploitation.

— Regrouper des masses populaires en communautés de base pour qu'elles se prennent en charge elles-mêmes à partir de leurs potentialités. Cette pédagogie active, associée aux efforts dont on vient de parler au niveau économique, peut permettre aux masses populaires de s'organiser, de mieux comprendre leurs droits pour les revendiquer, de se présenter face aux divers pouvoirs comme un groupe de pression, mais ceci n'est qu'un point de départ indispensable mais non suffisant. L'organisation ne doit pas être un objectif en lui-même : ce qu'il importe de préciser c'est le « pour quoi ? » et le « pourquoi ? » à long terme de cette organisation.

Il apparaît donc nécessaire qu'éducateurs et formateurs fassent l'auto-critique de leur démarche pédagogique, qu'ils mettent en question leurs objectifs et leurs méthodes par rapport aux déterminismes structurels qui conditionnent l'existence et le devenir des classes populaires, donc qu'ils acquièrent les instruments et les concepts nécessaires. Cette auto-critique, nous le savons d'expérience, retentit sur le groupe ou l'institution pédagogique elle-même : elle dévoile les contradictions entre les buts énoncés et les résultats obtenus, entre la visée et les méthodes mises en place, entre la stratégie et les tactiques. De telles critiques institutionnelles doivent aller jusqu'à mettre à jour les divergences ou conflits qui opposent, dans l'institution, les formateurs entre eux, soit au niveau du projet lui-même, soit au niveau des relations interpersonnelles. Cette nécessité de formation des éducateurs populaires ne leur apparaît souvent pas de manière évidente, mais faute d'en être conscients, l'efficacité de leur action libératrice peut être gravement compromise.

CRITIQUE RÉCIPROQUE DES COLLECTIFS DE FORMATION

Les groupes, organisations, mouvements engagés directement dans l'éducation populaire, les instituts de formation de militants, tels l'INODEP, doivent envisager de façon neuve non seulement leurs rôles d'éducateurs en vue de la libération des opprimés, mais encore leurs rapports entre eux en tant que formateurs les uns des autres.

Le moment est venu de s'interroger sur cette tâche importante de formation réciproque. En effet, depuis bientôt un siècle, des syndicats, des partis politiques se sont attelés à l'information/formation/organisation des masses populaires ; depuis plusieurs décennies, les travailleurs sociaux les plus conscients se sont mis au service de l'éducation/mobilisation des « milieux défavorisés » qui — ils en ont fait le constat — sont de plus en plus marginalisés par le fait même qu'ils ne bénéficient pas des services offerts par les institutions créées à cet effet ; depuis la seconde guerre mondiale, de nombreux groupes et mouvements se sont engagés dans la formation-éducation des populations exploitées du Tiers-Monde.

Ces efforts pour une « authentique éducation populaire » sont loin de répondre aux espérances qu'ils ont suscitées. On peut en donner de nombreuses raisons. Mais l'une des plus interrogeantes ne serait-elle pas que ces « collectifs éducatifs » ont travaillé et continuent de travailler parallèlement, chacun d'eux proposant son savoir, sa solution, son interprétation, sa méthode. Il arrive souvent qu'ils s'opposent et se combattent les uns les autres. Ces attitudes faites de certitudes, d'intolérance, d'exclusivisme, hypothèquent gravement l'éducation populaire à visée libératrice. Est-il naïf de penser que la confrontation critique constructive entre ces collectifs pédagogiques est possible ? Il s'agirait d'un questionnement réciproque des discours idéologiques, des stratégies à long terme, des modalités d'action.

« Se réunir, s'organiser, se confronter : c'est à partir de là que le changement commence », dit-on souvent aux masses populaires, or ceci n'est pas assez souvent mis en pratique par les collectifs pédagogiques qui l'affirment.

En terminant cet article, nous ne craignons pas de dire que plus que jamais dans la conjoncture internationale actuelle, il est temps de s'atteler à la circulation des idées et des informations dans ce domaine, de favoriser l'analyse critique d'expériences, de créer de nouvelles alliances. L'éducation populaire exige des collectifs pédagogiques capables d'être conscientisés non seulement par les classes

populaires elles-mêmes, mais aussi par leurs homologues dans le champ éducatif. La réticence ou la crainte généralement observée à cet égard peut être prise comme indicateur de convictions arrêtées et/ou d'intentions hégémoniques, la question qui reste posée étant : qui en fait les frais ?

Colette HUMBERT
Jean MERLO

INODEP - Paris
Juillet 1979

Note :

[1] L'INODEP a été fondé en décembre 1970 lors d'un Colloque réunissant une cinquantaine de représentants d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie et d'Europe, engagés dans des programmes et des projets de développement. A partir de ce Colloque et de son travail sur le terrain avec des militants de différents continents, l'INODEP a fait siennes les analyses démontrant que :

- les modèles de développement proposés par les sociétés occidentales renforcent en fait la dépendance technologique, financière, politique et culturelle des pays du Tiers-Monde,
- cette dépendance correspond à une exploitation et à une domination des masses populaires au profit de puissances internationales et des oligarchies locales qui leur servent de relais,
- par conséquent tout développement authentique est indissociable d'un processus de libération de ces masses populaires qui, avec les ressources de la conscientisation, est susceptible de transformer les structures économiques, politiques et idéologiques causes de leur sous-développement.

L'INODEP apporte sa contribution à cette libération ; il offre aux institutions et groupes militants qui lui en font la demande :

— des appuis méthodologiques sur le terrain pour une organisation plus efficace de leurs engagements,
— des rencontres-formation dans les différents continents et à l'échelle internationale pour mieux analyser les facteurs d'oppression et découvrir les moyens de la réduire et de la dépasser,
— des documents de travail d'ordre méthodologique, des dossiers d'études, des comptes-rendus de séminaires internationaux.